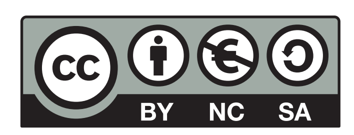


Giovanna Berneri

La société sans État



https://www.partage-noir.fr
contact@partage-noir.fr
2022/02-11-2022



Qui nous sommes

Nous savons qu'il existe contre nous, anarchistes, de grossiers préjugés et de profondes aversions. Mais nous savons aussi qu'ils dérivent, plus que tout autre chose, du fait que ceux qui nous détestent ignorent nos idées et ne savent pas ce que nous voulons.

Même en dehors des ennemis du progrès social qui, naturellement, sont contre nous parce que, dans la lutte sociale, nous nous situons de l'autre côté de la barricade, beaucoup de gens peuvent être étonnés d'apprendre que, parmi les nombreux partis et mouvements agissant dans la vie politique, les anarchistes aussi, prétendent avoir du poids et compter pour une force, même si leur nombre n'est pas grand et ne devait l'être jamais.

Pourtant, nous ne sommes pas nés d'hier. Notre acte de naissance officiel comme mouvement remonte à 1872, à la Déclaration de Saint-Imier, mais, déjà bien avant, s'était constitué en France, en Suisse et en Espagne l'Alliance Internationale des Travailleurs, qui avait pour guide et inspirateur Michel Bakounine. En Italie, c'est à Naples que les premières sections et fédérations furent créées. Mazzini était dépassé et l'ardeur combative de Garibaldi semblait désormais du gaspillage. Les idées socialistes commençaient à s'affirmer et par l'œuvre animatrice de Bakounine, de Cafiero, de Malatesta, et ensuite de Costa, de Fanelli et d'autres, le mouvement accouplait de plus en plus ces deux revendications inséparables : le socialisme et la liberté.

L'Alliance Internationale des Travailleurs tenta de fusionner, par un évident effort d'unité conçu par Bakounine lui-même, avec la Première Internationale fondée à Londres pour Marx. Mais ce mariage ne pouvait durer longtemps, soit à cause des tendances autoritaires et centralisatrices de Marx, soit parce que dans l'Internationale on apercevait déjà cette tendance légalitaire qui enlevait aux groupes et aux sociétés adhérentes leur esprit combatif. Les groupes mêmes qui, à l'origine, avaient formé l'AIT, se détachèrent, en fait, et à Saint-Imier, en 1872, comme nous l'avons déjà dit, donnèrent officiellement vie à un mouvement qui, pour se distinguer des marxistes, se définit anarchiste tout en affirmant intégralement ses directives primitives. L'histoire de notre mouvement s'identifie donc avec celle du socialisme, dans ses origines en Italie. Mais ce n'est pas ici le lieu des longues expositions historiques.

Il suffit de dire que des géants comme Bakounine ; comme Malatesta, sans s'imposer, en s'efforçant même de toujours exprimer la volonté des multitudes, influencèrent profondément, par leur intelligence et leur activité, toutes les sociétés ouvrières de l'époque, jetant ainsi les fondements des mouvements anarchistes qui, encore aujourd'hui, luttent en Espagne, en Italie, en France, en Suède, en Suisse et dans d'autres pays, suivant la même ligne idéale.

Nous renonçons donc à exposer l'histoire de notre mouvement. Et nous renonçons également à développer un programme. Les programmes, nous savons ce qu'ils valent. Chacun a la prétention de posséder le meilleur, celui qui renferme la formule magique qui portera enfin remède aux maux sociaux qui nous affligent. Mais en pratique les programmes comptent pour peu de chose. A peine lancés, ils sont oubliés, tel est leur sort, même s'il en dérive de graves désillusions pour ceux qui y avaient ajouté foi.

Ce qui importe c'est l'action actuelle. Comprendre quelle attitude il faut avoir en face des conditions présentes, et quelles revendications peuvent s'y insérer pour arriver à des conquêtes réelles. Pour cela, nous nous proposons d'exposer ici, dans une forme très simple, ce que les anarchistes veulent et comment ils entendent agir.

Contre l'État

Comme tous les mouvements qui ne sont pas simplement conservateurs, les anarchistes aussi sont mus par la volonté de combattre les erreurs et les maux de la vie sociale présente. Mais nous ne nous contentons pas d'agir pour que ces maux s'atténuent, ou pour que d'autres les remplacent qui, en regard des premiers, seraient moins graves. Nous entendons en rechercher les causes exactes, profondes, et nous battre contre celles-ci jusqu'à leur destruction, de façon que ces erreurs et ces maux soient effacés pour toujours. En bref, nous croyons en avoir individualisé la cause majeure, l'instrument de leur perpétration, le véhicule de leur reproduction dans l'ensemble d'institutions et de rouages qui s'appelle l'État.

Et c'est pour cela que nous considérons l'État comme l'ennemi n°1 du peuple.

*

Qu'est-ce que l'État ? Nous voyons, à la lumière de l'expérience quotidienne et de la connaissance de l'histoire, se répéter un cycle bien affligeant. La société humaine est divisée en deux grands groupes : celui des multitudes qui doivent obéir et celui des minorités qui veulent commander. La dernière se constitue en « pouvoir » pour défendre ses privilèges. Les multitudes aspirant, à la liberté, s'insurgent. A un moment donné, des groupes se forment qui agissent dans le sens de l'insurrection. Le pouvoir est alors conquis par ces groupes qui adaptent les institutions et le mécanisme de l'État à leur défense propre. C'est-à-dire qu'en fin de compte s'établit un nouveau fractionnement de la société qui devient différente de la précédente, mais se trouve néanmoins constituée de nombreux serfs et de peu de Maîtres. Et l'État est partout présent pour garantir la nouvelle stabilité.

L'État n'est pas une entité abstraite qui existe dans un certain sens par lui-même, au-dessus et presque en dehors des hommes et des femmes vivants qui constituent la seule réalité du corps social. Au contraire, c'est quelque chose de très concret. C'est l'ensemble constitué pour une partie par le gouvernement, c'est-à-dire par les ministres, les députés, les juges, les policiers, les gardiens de prison, les agents du fisc, etc., pour l'autre partie, des noyaux sociaux qui décident au départ de la constitution du gouvernement même, c'est-à-dire les gros propriétaires industriels, le haut clergé, les militaires de haut grade, toutes les castes privilégiées qui pèsent sur le menu peuple et le rejettent en fait hors de la conduite des affaires publiques, même quand elles lui consentent l'illusion d'y participer.

L'État perd ainsi les attributs éthiques qu'ont cherché à lui donner certains philosophes théoriciens, il se dépouille des oripeaux dont l'ont vêtu certains rhéteurs politiques. Il montre son vrai visage : instrument de proie garanti que se disputent les pirates, ceux qui sont au pouvoir et ceux qui aspirent à s'en emparer.

L'État est l'expression des plus basses passions humaines, qui maintient les hommes sur un plan zoologique. Et il s'identifie, dans toute situation historique donnée, avec les groupes antilibertaires qui maintiennent les multitudes dans l'oppression.

Le tableau est sombre, mais vrai. Et rien d'essentiel ne change quand les maîtres de l'État sont remplacés par d'autres ou lorsque les méthodes de leur prédominance sont modifiées. Qu'il s'agisse d'autocratie, de bureaucratie, de technocratie, nous avons toujours une minorité qui s'arroge le droit de décider et d'imposer à tous des modes et des conditions de vie qui assurent à cette minorité la permanence aux leviers de commande.

Il importe peu que son action soit animée de bonne ou de mauvaise foi, que chaque gouvernant ait plus ou moins conscience d'agir contre la liberté du peuple. Même quand (cas très rare dans l'histoire) certains gouvernants se proposent honnêtement de respecter la liberté du peuple comme en Italie, par exemple, avec Quintino Sella ou avec Parri, et en Amérique encore plus nettement avec Jefferson — ils sont portés fatalement à renforcer la constitution de la machine avec laquelle l'État agit sur les citoyens, contre les citoyens. Et il suffit que des groupes intéressés réussissent à leur substituer dans le gouvernement des hommes moins intelligents ou moins scrupuleux pour que l'État renforcé retourne naturellement à sa fonction antilibertaire.

Donc, on ne répétera jamais assez que l'État est l'ennemi n°1 de la liberté du peuple et aussi, par conséquent, de son bien-être, qui n'est pas seulement bien-être matériel, et qui ne peut naître et se développer que dans l'atmosphère vivifiante de la liberté.

Contre le gouvernement

L'État trouve son expression physique dans le gouvernement. C'est dans le gouvernement que l'État peut s'individualiser et combattre. Nous sommes donc avant tout contraire au gouvernement. Et cela est exprimé dans notre dénomination ; « anarchistes », parce qu'« anarchie » signifie ordre social sans gouvernement et sans autorité et non désordre et violence comme souvent on interprète à tort ce vocable.

Dans cette opposition au gouvernement, nous nous trouvons ou, plutôt, nous nous trouvions faire route commune avec tous les partis de gauche. Il fallait une époque chaotique comme la présente pour nous faire assister au fait nouveau d'un gouvernement sans opposition.

Mais cette concorde, cet accord vaut seulement tant qu'il s'agit d'opposition aux gouvernements appelés bourgeois. Au delà de ceux-ci, les militants qui se laissent guider par les dirigeants des partis découvrent d'autres gouvernements : gouvernements prolétariens,

gouvernements démocratiques, gouvernements qui, supposent-ils, seront un moindre mal. Et ces gouvernements, les partis pensent pouvoir les accepter bien mieux, ils en déterminent la constitution et entendent s'identifier avec eux.

Les anarchistes, au contraire, dès maintenant, affirment que leur opposition subsistera, changée de forme peut-être, mais inchangée dans ses revendications et dans sa ténacité, contre tout gouvernement, quel qu'il soit.

*

Notre opposition n'est pas conditionnée par la nature des gouvernements. Nous n'avons pas besoin, pour la justifier, de nous le représenter tyrannique, au sens absolu du terme et malfaisant dans toutes ses actions. Nous admettons qu'il peut exister un gouvernement qui se fasse le promoteur de réformes et qui crée des institutions apparaissant — par une vision limitée des faits sociaux — dirigées contre quelques-unes des castes privilégiées de la société. Le fascisme même a quelquefois pris des mesures qui paraissaient contraires à ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Mais nous savons regarder au delà du bénéfice immédiat de la « largesse » gouvernementale. Sous la douceur du gant, nous sentons la serre de l'oiseau de proie.

Ainsi, le gouvernement Giolitti était progressiste ; il « voulait le bien du peuple ». Mais l'école était maintenue en état de déficience et non adaptée à un vrai progrès culturel du peuple, parce que, à travers le gouvernement, qui s'en était réservé le contrôle, agissaient les prêtres et les cléricaux, pour lesquels l'ignorance du peuple est l'indispensable fondement de leur domination. L'industrie était subventionnée, elle aussi, pour le bien du peuple, et les miettes des subsides de l'État parvenaient quelquefois au pauvre Lazare qui assistait, affamé, au banquet des seigneurs. Mais la protection de l'État, qui enrichissait les industriels, conduisait à produire tout plus cher qu'à l'étranger — tout, des automobiles au sucre et du fer aux tissus. Et le consommateur italien n'avait pas le moyen de se procurer à l'étranger des produits à meilleur marché qui y étaient disponibles, parce que son travail devait produire des armes et des machines pour la guerre, à la place de produits à échanger avec les autres pays. Tout cela était vrai avec Giolitti, c'était vrai avec Crispi, avant Mussolini. Ça l'est toujours.

*

C'est pourquoi nous sommes contre le gouvernement soi-disant libéral, qui a été au pouvoir sous diverses formes dans l'État unitaire italien depuis 1870, nous conduisant à la crise finale du fascisme, à la guerre, à l'abîme dans lequel nous nous débattons. Nous entendons, nous aussi, les « libéraux » parler abondamment aujourd'hui de liberté, de laisser faire, de libre initiative. On dit qu'un gouvernement à venir assurera à tous un maximum de liberté individuelle, sur la base de ces beaux principes.

Mais, en attendant, nous voyons, sans compter le reste, que les libéraux ne savent pas concevoir de gouvernement sans un système bien agencé de tribunaux, de police et de prisons

qui soient toujours prêts à intervenir, même au prix de la vie du citoyen, aussitôt que ce dernier s'oppose, de quelque façon que ce soit, aux intérêts des possédants et des privilégiés, qui sont la substance même de l'État.

Tout gouvernement libéral est essentiellement conservateur. La liberté qu'il soutient est seulement la liberté de commander pour ceux qui commandent, la liberté de posséder pour ceux qui possèdent. Les autres sont libres seulement d'obéir et de mourir de faim.

*

Nous sommes encore plus résolument adversaires des gouvernements totalitaires, desquels nous avons déjà tant de mauvais exemples dans notre histoire contemporaine et dont l'un reste tragiquement vif en nous, dans notre esprit et dans notre chair. Peu nous importe qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'ils expriment la toute-puissance de gangsters ou de fonctionnaires, que les gouvernants soient de bonne ou de mauvaise foi.

En substance, c'est toujours le maintien d'une atmosphère d'oppression. Dans cette atmosphère peut se répéter, aujourd'hui, l'effort des Pharaons qui ont construit les Pyramides et un système d'irrigation parfait avec des centaines de milliers d'esclaves. Et aussi, se réaliser l'amélioration du bien-être matériel des multitudes. Mais au terrible prix de leur renonciation à la liberté en faveur d'anciennes ou de nouvelles castes qui veulent exercer le contrôle de la vie sociale. Sur ce plan général, il faut bien comprendre aussi notre opposition même à l'État socialiste.

L'État socialiste reste, lui aussi, un mécanisme d'autorité qui se constitue et, peu à peu, se renforce jusqu'à devenir permanent.

Nous savons que les hommes engagés dans sa création et dans son fonctionnement ont souvent, au départ, la volonté d'agir pour le bien commun. Il n'est que de lire les pages éternelles de Lénine, dans *État et Révolution*, ou celles de Laski, dans *Réflexions sur la révolution de notre temps*, pour s'en convaincre.

Mais l'expérience historique nous enseigne que ces mêmes hommes perdent peu à peu cette volonté initiale, par le fait même qu'ils exercent une autorité sur leur prochain et qu'ils se prévalent d'un pouvoir qui est arbitraire dans sa racine, même s'il a obtenu autour de lui un consentement apparent. Eux aussi finissent toujours par devenir des hommes de gouvernement du type habituel, voués à la conservation d'un ensemble déterminé d'inégalité sociale. Eux aussi sont « l'État », ennemi n°1 du peuple.

Objections

Un ami, professeur d'Université, nous disait : « *Toute société humaine a toujours eu une forme quelconque d'État. Il n'y a aucun exemple historique de société sans État. Ce fait, dans sa simplicité n'est-il pas la preuve suffisante que l'on ne peut pas séparer la société de l'État ?*

La preuve que nous pouvons agir pour éliminer les maux des formes historiques d'État que nous combattons pour les remplacer par des formes meilleures, mais sans l'utopique volonté d'abolir l'État ? » Objection certainement profonde. Mais tout autre que décisive.

Avant tout, il n'est pas vrai qu'il n'ait jamais existé aucune société sans État. Il suffit de citer Jefferson qui, maintes fois, dans ses écrits, a exalté les communautés indiennes d'Amérique qui *« vivaient sans gouvernement, dans une société où l'opinion publique se substituait à la loi, et était pour les mœurs un frein bien plus puissant que ceux que la loi n'a jamais pu réaliser ailleurs ».* Et on peut y ajouter — pour ne pas en rester à une société de « sauvages » — l'exemple des pionniers en marche vers l'Ouest, en Amérique également, dans la première moitié du XVIIIe siècle : familles libres au sein de communes libres, toutes si jalouses de leur propre indépendance qu'elles ne voulurent même pas entendre parler longtemps de fédérations de communes, par crainte que ne se constitue, comme il arriva par la suite, quelque pouvoir privilégié [1].

Mais quand même il serait vrai, par hypothèse, que l'histoire humaine n'a pas, jusqu'à présent, expérimenté de société sans État, on ne peut, pour ce simple fait, barrer les voies de l'avenir.

Il y eut certainement une époque, dans l'histoire ou dans la préhistoire, où les hommes n'avaient même pas expérimenté de « société » comme nous l'entendons. Il y avait un chef, un maître à qui tous appartenaient. Et pourtant cette condition a été dépassée, par la lutte des sujets contre le roi. L'autorité s'est ainsi transmise au cours des siècles, du monarque absolu aux feudataires ses vassaux. Il restait encore une énorme masse de serfs. Mais ensuite l'autorité est encore passée, à travers d'autres révolutions, aux négociants et aux industriels. Maintenant, elle doit enfin aller au peuple tout entier. Selon un mouvement historique bien déterminé — alimenté de volontés successives s'amplifiant constamment — par lequel le pouvoir social, à l'origine concentré dans les mains d'un seul et ensuite de plusieurs, se répartit entre un nombre d'individus toujours plus grand.

Il n'est donc pas du tout utopique de prévoir le jour où le pouvoir sera dans des mains de tous. Non pas à la façon « démocratique » où le pouvoir est juridiquement à tous, et en fait appartient à quelques-uns. Mais avec le pouvoir effectivement conservé par chacun dans ses propres mains, sans qu'il y ait délégation, de manière que chacun soit roi de soi-même. La vie sociale fonctionnera alors comme un réseau d'associations spontanées, de luttes amicales, et la solidarité entre individus et entre groupes sera la base des coutumes. La société s'organisera donc sans État. Ce n'est pas utopie, à condition, bien entendu, que nous le voulions fortement.

Certains socialistes et encore plus les communistes font remonter l'origine des maux sociaux à l'existence des classes : une classe capitaliste ou bourgeoise, et une classe travailleuse ou prolétaire. C'est une hypothèse simpliste, car les faits démontrent que les seules révolutions réussies ou tentées se sont précisément déroulées dans des pays où l'existence de ces classes, avec un tel caractère, est le moins démontrée.

Ils pensent que l'État bourgeois est maintenu par ces classes et qu'en lui substituant un État prolétarien, les classes se réduisant ainsi, par la force, à une seule, elles devront naturellement

disparaître et avec elles, ensuite, l'État, lui-même. C'est la fameuse thèse de Lénine, qui en déduisait sa prévision du « dépérissement progressif » de l'État dans un régime de dictature du prolétariat, soulignant en ce point la divergence entre marxistes et anarchistes.

Les marxistes sont aussi convaincus, dans le cas d'une révolution, de la nécessité de supprimer l'État, pour le rétablir comme instrument de la prédominance du prolétariat, après l'avoir détruit en tant qu'État bourgeois.

Engels définissait ainsi l'État : *« Un fléau que le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à la domination de classe, mais duquel il devra... dans la mesure des possibilités, atténuer les effets les plus pénibles, jusqu'au jour où une génération élevée dans une société d'hommes libres et égaux pourra se débarrasser du fardeau de gouverner. »*

Nous, anarchistes, avons toujours prétendu que les classes ne maintiennent pas l'État, mais que l'État crée, maintient et renouvelle les classes, et que, par conséquent, le fait même de continuer à se servir d'un tel instrument d'oppression sociale fera toujours naître des générations divisées en esclaves et en maîtres, et ne nous libérera jamais de l'État. Avant la révolution russe notre objection était taxée, d'habitude, de « théorique ». Mais après cette expérience, elle a acquis la valeur des certitudes historiques.

Nous avons vu, nous sommes en train de voir, ce qui se produit au lieu du « dépérissement » de l'État prévu par Lénine. Il se crée une autre classe à la place de la classe bourgeoise ; et une nouvelle classe remplace la classe prolétarienne préexistante. On arrive ainsi à la coexistence d'une multitude de travailleurs d'État, dont la vie est réglée par les décisions d'une élite de bureaucrates et de techniciens, avec des frontières de classe bien déterminées et des privilèges idem. C'est-à-dire qu'en des formes diverses — et peut-être avec un bien-être matériel plus grand, vaille que vaille — la société est de nouveau divisée en maîtres et en esclaves.

De fait, nous ne trouvons, dans la législation russe, presque plus rien des affirmations révolutionnaires des années héroïques. Ce qui plaisait à Marx dans la Commune de Paris, c'était l'éligibilité temporaire et directe des délégués par le peuple, leur révocabilité, la limitation de leur rétribution à des salaires égaux à ceux des ouvriers, l'abolition de l'armée et l'armement direct des citoyens. Tout cela existait en Russie quand le peuple se battait en liberté. Maintenant tout cela a disparu, de même que la gratuité intégrale de l'école et la simplification des formalités du mariage et du divorce.

Et la reconstitution d'une société de classes — conséquence inévitable de la survivance de l'État — trouve sa concluante vérification dans le fait que le salariat n'a pas été aboli, ce système dans lequel gît la moderne expression de la servitude des travailleurs.

*

Des républicains de diverses gradations, se joignent aux camarades socialistes et aux communistes. Ils nous disent : *« Une fois admis que les gouvernements de gauche atténuent les maux que vous dénoncez, il est incontestable qu'ils représentent un progrès vis-à-vis des gouvernements de droite. Pourquoi donc, comme premier pas vers l'anarchie, ne luttez-vous pas*

avec nous pour conquérir ces fragments d'anarchie qu'il est possible de réaliser immédiatement ! »

Objection de celui qui ne s'arrête qu'à l'examen superficiel des faits !

La République démocratique n'est qu'un paravent, derrière lequel restent cachés les mêmes privilèges sociaux capitalistes, catholiques, militaristes, qui hier encore, agissaient derrière le paravent de la monarchie. Si la caste des maîtres trouve des hommes d'État habiles, nous aurons de nouvelles éditions de Giolitti, avec le nécessaire appendice des opposants de bonne volonté qui sollicitent et acceptent les bénéfices faisandés avec lesquels on récompense les domestiques. Et ce sera tout.

Nous ne défendrons certainement jamais un régime plus oppressif contre un autre qui le serait moins.

Chaque fragment de liberté que les maîtres nous concèdent — contraints par la peur que nous leur inspirons — même quand il semble que l'acte soit spontané nous sert pour renforcer notre volonté vers une liberté radicale. Mais nous ne l'accepterons qu'en restant toujours en position de lutte. Sans quoi le bénéfice serait illusoire.

Nous l'avons vu au cours des années de maturation du fascisme, quand Giolitti, avec la complicité des chefs des partis de gauche a démoralisé les ouvriers italiens précisément par l'offre opportune de « fragments de liberté » chaque fois que le peuple faisait mine de se mettre en mouvement pour la conquérir tout entière.

Il n'y a donc pas pour nous de doute possible. La grande directive de la lutte sociale, pour qui veut vraiment qu'elle conduise vers la liberté, est avant tout la lutte pour la destruction de l'État, conduite de telle façon qu'aucune forme nouvelle d'État ne puisse se reconstituer, afin que l'ordre nouveau jaillisse spontanément des libres accords des individus et des groupes, sans aucune constitution d'autorité. Voilà la position des anarchistes.

[1] Pierre Besnard cite dans sa brochure — éditée par nos soins — Le Fédéralisme libertaire *l'exemple d'une société sans État qui aurait été établie à Florence eux alentours de 1500 et qui aurait près d'un siècle.*

La Société sans Etat

En vérité, à part les adversaires de parti, bien des gens sont d'accord avec nous jusqu'ici. La critique semble persuasive, et quelle critique meilleure que celle fondée sur les faits ? Mais sur la voie du consentement, ils s'arrêtent, craintifs. Une interrogation qui paraît décisive les effraie : comment est-il possible d'imaginer une société sans une forme quelconque de gouvernement, si minime soit-elle, qui garantisse la liberté de chacun contre les empiètements du voisin et qui, par son tissu juridique, donne à tous le moyen d'aplanir, sans lutte violente, leurs divergences ?

On nous demande, avec un sourire satisfait : dites-nous donc comment sera votre société sans police et sans lois ? Et cette objection parait formidable, invincible, alors qu'elle n'est que puérile et simpliste.

Commençons par répondre en imaginant de parler à des femmes, à des mamans ou à de futures mamans. Lorsque vous incitez votre enfant à faire maladroitement ses premiers pas, sachant qu'il finira par tomber ou par donner de la tête contre un mur, que répondrez-vous à celui qui vous demanderait, avec le même sourire que nos contradicteurs : mais pourquoi ne munissez-vous pas votre bébé d'une paire de béquilles qui l'aiderait à marcher sans risque ?

Vous savez que votre fils doit apprendre à marcher en marchant. Vous savez que c'est seulement en marchant qu'il apprendra à marcher et que les béquilles, au lieu de l'aider, l'empêcheraient d'avancer. Vous savez que peu importe quelques égratignures, parce que c'est la seule façon pour lui de faire son apprentissage et de réussir peu à peu à se tenir droit sur ses petites jambes et à en coordonner les mouvements.

Ainsi disons-nous — en changeant ce qui doit être changé — étendons le raisonnement concernant le bébé à l'homme.

Toute intervention extérieure, au reste, enlève à la vie sociale l'apport spontané de tous. Un grand nombre de personnes, sachant qu'un « gouvernement » — que d'autres, en somme — s'occupe des problèmes sociaux, sont portées, par l'habitude de l'asservissement, à s'en désintéresser. C'est pour cela que tout va mal. Parce que les problèmes de la vie collective sont devenus toujours plus complexes et qu'on prétend les faire résoudre par une petite minorité d'intéressés ou d'experts, au lieu de rendre possible, par la courageuse pratique de la liberté, l'apport de la volonté et de l'expérience de tous.

Et puis, nous savons par l'enseignement de l'histoire qu'un quelconque frein extérieur, engin nécessaire dans un mécanisme juridique (soit un plan, soit une Constitution, soit l'un et l'autre ensemble), conduit tôt ou tard à la fondation d'un pouvoir qui en garantit l'application. Et par le pouvoir et autour de lui agglomèrent des hommes qui finissent prisonniers de leur autorité même, et qui, fatalement, cristallisent leur prédominance sociale par la création de nouvelles castes de privilégiés. La protection du peuple, l'aide à lui apporter, même offerte de bonne foi, se change en oppression.

Pour cela, nous renonçons, à priori, à tout plan bien construit qui, en tant que béquille rationnelle, aide de peuple à cheminer vers la liberté. Quand la reconstruction sociale sera traduite en actes, notre apport de volonté et d'action sera, naturellement, orienté dans le sens socialiste, lequel n'a pas besoin de définition. Mais nous n'édifions, maintenant, aucun plan de la société future. Les schémas rationnels qu'il est si facile de tracer aujourd'hui chez soi nous semblent tous illusoires.

*

Aucun homme n'est capable de concevoir tout seul, par anticipation, le résultat probable du rassemblement des multiples vies de tout un peuple et de l'exprimer à qui demande comment sera organisée la société future.

Les planificateurs nazis et fascistes, qui ont agi avec une grande abondance de moyens de recherche, ont démontré, par leurs énormes erreurs d'évaluation que l'on ne peut même pas répondre à la question élémentaire : comment fonctionnera la société dans l'avenir immédiat ? Et le grand homme politique que fut Lénine, animé pourtant de la flamme du génie, lui aussi s'est trompé quand il a cru prévoir le plus lointain futur. Comme avant lui s'était trompé un autre homme de premier plan, Karl Marx.

Abandonnons Karl Marx qui est maintenant quelque peu périmé et prenons Lénine qui s'imaginait que l'anarchie ferait suite au communisme, puisque l'État dictatorial de son système politique lui paraissait une nécessité provisoire qui devait mourir naturellement en route. Or, au contraire, nous savons que l'État russe, aujourd'hui, a de fortes racines et de solides tentacules qui tendent à devenir chaque jour plus vigoureuses au lieu de s'affaiblir et de disparaître.

*

D'autre part, nous posons la question : nos contradicteurs ont-ils jamais pris le soin d'observer quelle énorme partie de la vie individuelle et sociale d'un peuple civilisé se déroule, déjà aujourd'hui, en dehors de toute intervention possible de l'État, dans tous les secteurs où n'est pas directement en jeu le sort de la prédominance des maîtres de l'heure.

Entre nous, après vingt ans de dictature, se souvenir de formes civiles de vie est un triste privilège des anciens. Les jeunes ne savent pas, mais on peut bien citer comme exemples les faits suivants : en Angleterre, une quantité de contestations privées sont résolues par le libre arbitrage au lieu d'être jugées par les tribunaux ; dans les pays nordiques le boycottage social de celui qui abandonne une femme enceinte est plus efficace qu'une loi. Enfin, dans le monde entier, l'énorme effort scientifique de notre temps été accompli entièrement par le travail libre d'individus et de groupes et l'État est intervenu seulement pour en faire un instrument de guerre.

Mille exemples s'offrent à nous. On peut constater partout que jusqu'à ce jour, ce qu'il y a de vital dans notre vie sociale naît d'initiatives spontanées, s'alimente d'efforts volontaires, se règle par de libres accords. Où l'État intervient, au contraire, le bien lui-même se change en mal.

*

Nous nous limitons donc à affirmer, pour toute réponse à nos contradicteurs, notre absolue confiance dans la force créatrice de la liberté.

Nous affirmons que c'est seulement en pratiquant la liberté que les hommes apprendront à vivre en liberté. Il n'y a pas d'autre voie.

Le fait que cette pratique implique une période initiale de désordre ne doit effrayer personne. Tout ordre nouveau des sociétés humaines est sorti d'une période de chaos, d'une « table rase » des institutions qui l'ont précédé. Lorsque les femmes et les hommes seront débarrassés de leurs chaines et que seront supprimés tous les moyens d'oppression,

qu'hommes et femmes seront en condition de vivre vraiment en liberté, ils finiront par agir de la façon la meilleure et il en résultera certainement un plus grand bien-être moral et matériel.

Pour commencer, il y aura des erreurs. C'est inévitable. Mais chacun de nous apportant à l'œuvre commune son expérience directe et chacun de nous se soutenant avec sens de sa propre liberté, c'est-à-dire de sa propre responsabilité, l'ensemble de notre action finira par diriger tout le monde sur la bonne route.

Les hommes et les femmes n'apprendront jamais à se gouverner eux-mêmes tant qu'ils seront contraints d'accepter que d'autres les gouvernent.

*

D'autres encore nous diront : Tout cela est bel et bon, mais les hommes ne sont pas mûrs pour une expérience de ce genre.

La réponse à ce doute ne peut être illustrée que par des faits. Pour ne pas rester dans l'abstrait, nous citerons l'exemple concret fourni en cent cas par le peuple espagnol dans sa révolution qui attend d'être reprise et achevée.

Le peuple espagnol n'était certainement pas préparé pour la révolution selon les schémas habituels de ceux qui s'imaginent qu'on peut décrire à l'avance les grands mouvements théoriques. Aucun peuple n'a jamais été, personne ne sera jamais « mûr pour la révolution ». Mais comme le peuple espagnol, d'autres s'engageront sur cette voie, aussitôt qu'aura cessé l'occupation des nations européennes par les soldats étrangers.

En Espagne, ce peuple, à qui les républicains et les marxistes reprochent le manque de maturité politique, a laissé des exemples très instructifs.

Dans certains villages de Castille, les paysans avaient voté en masse pour les droites aux élections de février 1936, suivant passivement les indications ou les pressions du hobereau ou du prêtre local. L'État, avec son pouvoir énorme, était le grand fantôme omniprésent à côté du hobereau et du prêtre, et il conduisait ces hommes comme un troupeau. Mais le 19 juillet 1936 — c'est-à-dire à quatre mois seulement de distance — quand le pronunciamiento de Franco conduisit à une immédiate paralysie de l'État, ces mêmes hommes organisèrent immédiatement des collectivités paysannes spontanées, sans bureaucratie, sans commandement central, avec la participation de la totalité des habitants appelés à l'exemple — et non par la contrainte — autour des noyaux initiateurs.

L'État est une autorité oppressive, c'est pourquoi il enchaîne l'esprit des hommes avant même de leur lier les bras. Libéré de cette entrave, ceux-ci agiront tout de suite selon les deux directives fondamentales de l'activité humaine : la lutte et la solidarité associées.

Ce sont ces paysans ignorants et misérables des villages espagnols arriérés, qui ont donné durant la guerre civile les meilleures preuves de la vitalité de nos idées. Non pas dans l'œuvre d'un jour, mais pour toute la durée de la guerre.

La FAI et la CNT — chez qui était et est encore fécond l'enseignement de Bakounine — ont su, dès le commencement du conflit, opposer à Franco et à ses généraux les milices de

travailleurs constituées spontanément, et ces milices, avec des soldats, tous volontaires, avec des chefs, tous élus et combattant en première ligne, étaient en train de les rejeter à la mer.

En Espagne, on expérimenta non seulement les formes anarchistes de combat, mais aussi les formes anarchistes de travail.

Les usines aux ouvriers, les terres aux paysans, ces mots signifiaient alors exactement ce qu'ils veulent dire. Les travailleurs de chaque entreprise en assumaient en propre la gestion.

Il n'y avait aucune constitution de bureaucratie ni de centrales planificatrices. Sans experts politiciens, sans ordres venus d'en haut, avec les seules limites des libres accords internes de chaque usine ou de chaque ferme, avec l'aide des accords nécessaires établis au fur et à mesure entre les usines et les fermes et entre les libres communes de la ville et de la campagne, toute la vie sociale était en train de se réorganiser sur des bases anarchiques de production et d'échange. Et tout cela dans l'atmosphère incandescente d'une guerre qui rendait ces créations très difficiles.

Nous connaissons bien les causes de la défaite qui suivit. L'intervention des régimes totalitaires, de droite et de gauche, et la lâcheté des grandes démocraties ont affaibli les travailleurs et renforcé les généraux. Les victoires initiales des travailleurs, obtenues grâce à la saine liberté du désordre créateur, se sont conclues par la défaite des travailleurs enrégimentés à nouveau sous une autorité centrale. Mais une telle défaite militaire est par elle-même une confirmation de la justesse de nos idées.

*

Elle démontre ce que nous affirmons toujours : il n'est pas vrai que nos idées soient incompréhensibles pour les gens simples ni qu'il faille on ne sait quelle préparation culturelle pour les saisir.

Les solutions libertaires de tous les problèmes concrets sont les plus simples possibles, simples jusqu'à coïncider généralement avec celles que le bon sens suggère. Si elles ne se réalisent pas, c'est parce que les intérêts constitués et l'inertie des traditions s'y opposent, les uns et les autres agissant par mille méthodes, toutes protégées par l'État.

Enlevez l'État, enlevez cet obstacle non nécessaire et tous les autres obstacles de chaque problème seront aisément surmontés, avec le minimum d'efforts et avec le meilleur résultat, en liberté. Une fois écarté cet organe central qui fait la pluie et le beau temps selon son bon plaisir, et qui permet en outre aux paresseux de s'y adapter à cause de sa propre inertie, nous disons aux hommes et aux femmes : *« Ce problème te regarde. C'est à toi et à tes voisins de le résoudre. Le monde ne progresse pas parce qu'il y a un pouvoir qui commande. Il avance parce que tu travailles, parce que tu penses, tu aimes, tu combats, toi ouvrier, toi paysan, toi ingénieur, toi instituteur, toi mère de famille, toi poète. Sans ton travail la vie s'arrêterait. A toi donc d'agir. »*

*

Ainsi, le centre de l'action sociale se porte dans les sièges locaux. Du reste, cela existe déjà de fait aujourd'hui, chez les peuples les plus civilisés où le gouvernement joue le rôle de la mouche du coche.

Les problèmes qui regardent, une communauté donnée (ceux de l'enseignement, de l'hygiène, de la viabilité, etc.) doivent être résolus par les citoyens du lieu, sans attendre l'agrément ni les moyens financiers de messieurs qui sont dans la capitale et qui n'ont aucune connaissance de ces problèmes. C'est pourquoi, nous ne parlons jamais de l'État, cependant que nous insistons tant sur les communes libres.

Commune libre : groupement d'hommes et de femmes autour de volontés communes bien déterminées. C'est le noyau d'où — par une multitude d'accords, selon l'occasion et les circonstances, sans constitution de pouvoirs politiques ni de hiérarchie et par conséquent sans l'intervention d'« hommes d'État » — afflue ce qui peut exister de vital dans les groupements majeurs qui ont nom : Région, Nation, Fédération de nations. A condition toutefois que la commune libre ne se transforme pas elle-même en un petit État, avec un petit gouvernement à elle. Parce que, alors, de l'accumulation locale d'autorité dérivera nécessairement la constitution d'autorités toujours plus vastes, une nouvelle forme d'État.

Ainsi seulement la commune libre reste un groupement spontané d'homes et de femmes dans lequel on ne doit jamais obéir. Une multiple administration de services, dans lesquels les travailleurs se sentent à la disposition des citoyens et tenus à travailler selon leurs décisions, sans aucun pouvoir de décider pour son compte en dehors des champs techniques de leurs compétences particulières.

Et ainsi dans la commune libre se réalise la vieille formule anarchiste : substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Le gouvernement présent

Aujourd'hui, que fait le gouvernement ? Il pompe l'argent de toutes les localités pour le redistribuer ensuite selon le critère de ses fonctionnaires, ou, mieux, selon l'intensité des pressions auxquelles ceux-ci sont accessibles.

L'afflux de richesse, qui des communes va à la capitale, retourne ensuite dans les communes, mais après que l'État en ait absorbé une notable portion pour son propre fonctionnement et pour les œuvres nécessaires à la sûreté de sa prédominance sur les citoyens.

Cela se passe exactement comme dans l'histoire du nègre à qui un missionnaire voulait faire comprendre pourquoi il était juste de payer les impôts. Il lui expliqua que le gouvernement, semblable à un père, le protégeait des ennemis, le soignait quand il était malade, le nourrissait quand il avait faim, éduquait ses enfants et que tout cela il ne pourrait pas le faire si chacun ne lui payait pas sa part. Le vieux nègre resta pensif. Puis, il dit : *« J'ai compris. C'est comme si mon chien venait me trouver et me dise :* “ Maître, j'ai faim ” *et que je lui réponde :* “ Oh, cher et fidèle compagnon, je vois bien que tu as très faim. Je vais y remédier ” ». Alors, je prends un couteau, je coupe la queue du chien, je la lui tends gentiment et je lui dis : *« Voici, mon chien, apaise ta faim avec ce beau morceau de viande ».*

De fait, il avait assez bien compris. Seulement, comme c'était un sauvage et qu'il ne pouvait saisir certaines subtilités, un côté de la question ne lui était pas apparu.

Pour faire comme le gouvernement, il aurait dû penser d'abord à garder pour lui une bonne portion de cette pauvre queue, la faire cuire et la manger, et puis, son estomac ainsi rempli, tenir à son chien un discours moins simple, avec un peu plus de morale. Cela, sermon inclus, est exactement ce que fait le gouvernement pour résoudre les problèmes.

*

Un dernier emprunt a permis de recueillir, dans l'Italie entière, je ne sais combien de milliards, qui ont été dûment envoyés à Rome.

De Rome, avec ces milliards et avec d'autres prélevés sur le peuple entier, on a continué, par exemple, à entretenir un grand nombre de généraux et d'amiraux avec l'indispensable suite de dépendants, bien que, de toute évidence, le besoin ne s'en fasse plus sentir, du point de vue militaire. Aujourd'hui encore on persiste, aujourd'hui que, pour quelques appareils de transport, nous avons une quarantaine de généraux d'aviation, pour quelques navires de guerre une cinquantaine d'amiraux, et toute la clique sacro-sainte des hauts gradés, Badoglio et consorts, tous sont payés par l'État. Comme est payée en grande partie par l'État l'autre armée des évêques et des curés [1].

En attendant, le problème des sans-logis est toujours posé, les écoles sont encore fermées ou sans vitres, de nombreuses routes ne sont pas réparées, les industries n'ont pas de programme de reconstruction et les chômeurs sont privés d'assistance efficace. Et, par des pressions politiques mises en œuvre cas par cas, on voit réparer, certainement aux dépens de l'État, l'église de préférence à l'usine, ou reconstruire les palais des petits copains au lieu de la chaumière du paysan qui passe l'hiver dans une tanière.

*

N'aurait-il pas été plus simple, par exemple, d'autoriser les sans-logis à chercher un toit provisoire dans les maisons où se trouvent des chambres disponibles et de former ensuite, par la pression commune des sinistrés et de leurs hôtes, quelque comité chargé de s'intéresser vraiment à la reconstruction, aux priorités, etc ? De même, pour tous les autres problèmes locaux, le financement direct au moyen des ressources récoltées sur place, sans passer par le détour de Rome, eût été préférable.

Si l'on ne trouve pas dans le pays de personnes compétentes — hypothèse qui ne nous paraît pas vraisemblable — un gouvernement peut-il les trouver, qui n'est qu'un groupe d'hommes pensant à travers une bureaucratie déformée par la fonction, et qui, à la solution de ces problèmes, a seulement un intérêt secondaire, certainement moins impérieux et moins efficace que celui des citadins ?

[1] Mis à part évêques et curés, il en est de mêne en France pour les parasites de la soi-disant défense nationale.

Nos problèmes

Dans les temps catastrophiques actuels, nous, anarchistes, ne nous limitons pas à l'œuvre négative de la critique pure. La critique est très facile, car la matière abonde.

Nous nous efforçons au contraire d'indiquer des solutions possibles pour chaque problème qui se présente, en montrant en même temps quels sont les groupements conservateurs ou réactionnaires à qui l'État, a enlevé la capacité d'examiner librement les faits qui s'opposent à leur réalisation. Et pour cela, nous nous proposons surtout de ressusciter la volonté chez les hommes et les femmes et des libres initiatives avec lesquelles ils inscriraient leur œuvre dans les faits.

Nous voulons parvenir à ce que tous recommencent à réfléchir. Ainsi, ils s'apercevront qu'on obtient toujours et seulement en proportion de ce que l'on sait exiger et accomplir.

L'histoire des prisonniers et des militaires libérés l'enseigne. Si les hommes des partis et du gouvernement se sont intéressés à cette catégorie de citoyens qui n'ont aucun droit particulier vis-à-vis de tant d'autres qui ont souffert autant et souvent plus encore de la guerre, c'est parce qu'ils menacent et agissent. Les sinistrés, les chômeurs, les déportés, les innombrables faméliques qui serrent leur ceinture ou se prostituent, vendent et achètent au marché noir sont oubliés précisément parce qu'ils souffrent en silence, parce qu'ils prennent leur mal en patience.

Au lieu d'affronter le problème et de donner, aux dépens de la communauté, à manger à tous les chômeurs sans distinction, nos messieurs commettront probablement l'injustice d'enlever leurs places à des hommes (et à des femmes surtout) qui ne peuvent s'en passer, pour les donner aux turbulents militaires et prisonniers libérés.

Dans l'énorme tâche de reconstruction de la vie civile, les problèmes sont infinis. Mais quel que soit celui qui se présente, il est immédiatement possible d'y trouver une solution anarchiste, qui est d'ailleurs vraiment la seule et qui, au moins, a le mérite de n'être pas dilatoire.

Il serait, certes, utile d'exposer ici nos idées sur ces solutions, mais cet énoncé deviendrait excessivement long. Aussi nous n'indiquerons parmi eux que les principaux.

Premièrement : le désarmement.

Nous autres, anarchistes, passons souvent pour des gens violents, parce que lorsqu'on tente de nous en imposer par la force, nous répondons généralement du tac au tac. Mais nous pensons, au contraire, avec plus de résolution que quiconque et avec plus de sincérité qu'il est temps d'en finir avec l'usage organisé des armes. Nous le pensons avec beaucoup plus de force pour ce qui nous regarde tous, en tant que collectivité nationale. Car il est clair que des dépenses militaires ont absorbé la majeure partie du travail de quatre générations, rendant impossible la construction de maisons, d'écoles, de routes, d'hôpitaux, de bibliothèques, de théâtres, de chemins de fer, sans lesquels nous n'aurons jamais une teneur moyenne de vie définissable.

Aujourd'hui, plus que jamais, les dépenses militaires apparaissent plus qu'inutiles, nuisibles même. Pourtant, personne n'a le courage d'en proposer ni d'en exiger à grands cris la suppression totale. A quoi servent maintenant l'armée, la marine, l'aviation ? D'abord, le fait de nous avoir engagés dans cette stupide guerre de la puce contre l'éléphant est une démonstration patente de l'incapacité professionnelle des grands chefs militaires. Mais quand bien même ils seraient des génies, à quoi peuvent-ils nous servir ? Toute somme enlevée à une tâche constructive est aujourd'hui un délit contre le peuple.

Cela suffit certainement, sans y ajouter — ce qui serait bien facile — le poids énorme de la barbarie et des atrocités que les militaires professionnels cultivent chez nos fils, le déchaînement d'instincts bestiaux et la perte de millions de vies et les destructions que la guerre porte en elle.

Un seul remède, définitif : au diable les généraux et les amiraux ! et proclamons la neutralité perpétuelle de notre pays. Cela, dans le pire des cas, ne nous exposera jamais aux dommages atroces auxquels nous a conduits le fait d'être armés.

*

Deuxièmement : réaliser la liberté de conscience.

On nous fait le reproche d'être anticléricaux, et nous le sommes. Parce que nous voyons le clergé s'autoriser de son autorité sur les esprits simplistes pour les diriger vers des fins politiques de conservation sociale, quand elles ne sont pas de nette réaction. Nous sommes même plus qu'anticléricaux, persuadés que toutes les religions révélées sont un obstacle à la marche éternelle des hommes vers de nouvelles et meilleures formes de vie.

Mais nous croyons à la liberté. Et nous ne préconisons pas la violence physique ni la violence légale contre les Eglises. Au contraire, c'est seulement à la liberté de religion, à la liberté effective que nous demandons de réduire l'influence sociale des Eglises dans les limites correspondantes à la volonté de ceux qui y participent.

Aujourd'hui, en Italie, avec tous les prêtres payés par l'État, il est trop facile à l'Église catholique d'établir, à travers ses évêchés et ses paroisses, un réseau ténu d'interventions qui lui permet de pénétrer dans les familles, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les communes, partout. Cette intervention silencieuse est une des plus grandes offenses que subit la liberté des Italiens.

Le peuple vit entouré matériellement des institutions de l'Eglise catholique ; il les trouve autour de lui en naissant, à son mariage et à sa mort. Et du moment qu'elles ne lui coûtent rien directement, et que les prêtres prennent attentivement soin d'empêcher toute renaissance d'esprit critique, elles lui apparaissent comme une partie nécessaire et constitutive de la société, du même type que le gouvernement.

Il n'y a pas une participation libre et volontaire du peuple à l'institution et à la gestion des Eglises. Elles s'imposent grâce à la passivité du peuple, et c'est tout.

Nous demandons donc, pour protéger la liberté religieuse de chacun, qu'il ne soit plus accordé de subventions publiques à aucune Eglise particulière, qu'elle soit catholique, protestante, juive ou musulmane. Que chacune d'elles assure sa propre existence par les contributions directes de ses fidèles. En dénonçant le Concordat signé par Mussolini et de Pape, il sera ainsi fait un premier pas vers notre intégrale et effective liberté religieuse.

*

Troisièmement : supprimer la ségrégation sociale des femmes.

Tout le monde a dit : *« Accordons le droit de vote aux femmes »*. Il semble que par là on s'achemine — par quelque miraculeuse cause cachée — vers leur parité sociale avec l'homme. Mais, en réalité, si le cadre social actuel ne change pas, la femme restera toujours subordonnée à son mari et à ses fils, sujette du prêtre, esclave des habitudes et des préjugés. Voter sera pour elle une autre forme d'obéissance. Il n'en adviendra rien de bon ni pour le pays ni pour les femmes.

Il faudra bien autre chose. Et nous sommes les seuls, nous anarchistes, à avoir le courage d'en parler.

Avant tout, il faut libérer la femme de la tutelle du prêtre. Sans cela, rien n'est possible : là se trouve l'aspect particulièrement italien du problème. Le prêtre maintient l'esprit des femmes dans un état de débilité et d'assujettissement par l'idée superstitieuse d'un Dieu avec barbe et baguette, qui voit tout et pourvoit à tout — ce pourquoi il est inutile de nous occuper de chercher mieux — d'un bien-être individuel que nous trouverons après la mort, en vue de laquelle on doit accepter avec résignation les tristesses, les misères et les injustices de la vie présente.

La femme croit s'appuyer sur Dieu. En réalité, elle s'appuie sur le prêtre et se laisse guider par lui dans toutes ses actions, car la pratique du confessionnal donne l'habitude de l'obéissance indiscutée, sous la menace de l'enfer qui enlève la volonté d'agir. Le prêtre est l'ennemi le plus décidé de la liberté de la femme, parce qu'il est le plus intéressé à lui conserver sa mise à l'écart de la vie sociale. De fait, l'Eglise trouve dans la femme son majeur soutien. Et l'action de l'Eglise, dans tous les domaines, nous la trouvons toujours devant nous — comme un obstacle difficile à surmonter parce que son vrai siège se trouve dans l'inertie des femmes mêmes — chaque fois que l'on formule pour les femmes une proposition concrète de libération.

Dans ce cadre antiecclésitastique, il faut diffuser le contrôle des naissances, c'est-à-dire la volonté de la limitation consciente du nombre des enfants, surtout dans les régions où à la forte natalité répond une très forte mortalité infantile, où toutes les femmes, déjà flétries à trente ans par les maternités excessives, restent esclaves de la chaîne d'enfants qui naissent et meurent continuellement, sans que de leur sacrifice découle le moindre profit social.

Mais qui ose parler d'une libre propagande des moyens antifécondatifs propres à renforcer la famille et non à la détruire, en opposant aux objections des catholiques les mille raisons qui nous apparaissent impératives ?

Enfin, il faut libérer la femme de la servitude du mariage, comme il est aujourd'hui établi et pratiqué.

Personne, peut-être, n'a de la famille un concept aussi élevé que les anarchistes, qui voient en elle le premier noyau social autour duquel toute la vie collective peut se construire en liberté. Mais il faut que dans la famille la femme devienne et reste égale à l'homme.

Il est nécessaire que le mariage n'apparaisse pas à la femme seulement comme un moyen d'assurer son existence, mais comme le gai chemin de l'amour et de la maternité. Dans une famille digne de ce nom, la femme ne doit pas être obligée de dépendre du bon plaisir de l'homme qui, en assumant l'entretien, la maintient enchaînée.

Et il faut aussi que la femme et l'homme puissent faire et défaire leur union à volonté. Ainsi se cimente, en liberté, l'unité de la famille, qui doit être avant tout unité des cœurs. En fait, n'y a pas de famille là où la loi oblige à cohabiter deux êtres entre lesquels l'amour a disparu et qui soutiennent la vie conjugale en la faisant de mensonges et de duperies. L'union et la séparation doivent être entièrement libres. L'intervention sociale doit se réduire au simple enregistrement de l'état civil, sans autre formalité.

Voilà ce que nous pensons. Mais, même sans arriver jusque là, qui ose proposer au moins, dans cette Italie dominée par la toute-puissante Eglise catholique, que l'on donne aux femmes une éducation professionnelle complète, laquelle est admise en fait pour tous les métiers, qu'à travail égal elles aient le même salaire que les hommes — de façon qu'elles puissent se trouver avant leur mariage en état d'indépendance économique — et que l'on rende possible pour tous le divorce, sans longs et coûteux procès ?

Quatrièmement : abolir la servitude du salariat.

Voilà la cause, évidente ou lointaine, de presque tous les maux de notre vie sociale et de l'attitude passive et souvent lâche d'une grande partie des travailleurs.

Leur subordination, leur obéissance au pouvoir aux mille tentacules, viennent de la peur de ne pas pouvoir — en perdant leur salaire — subvenir aux besoins élémentaires de la vie. La crainte de perdre la vie conduit à la perte de la liberté. Et pour anéantir cette crainte, il n'y a qu'un moyen : détacher la satisfaction des besoins élémentaires du salaire, c'est-à-dire du travail même.

Tant que les hommes et les femmes n'auront pas le minimum vital assuré par la communauté dans laquelle ils vivent, par le seul fait qu'ils existent — indépendamment de leur intelligence, de leur capacité de travail et de toute autre considération — on ne pourra jamais penser à mettre en route une société d'hommes libres.

Et, par contre, ainsi éliminée la peur physiologique du lendemain, le travail de tous, l'entière compétition qu'est la vie sociale, perdront les réminiscences animales qui, aujourd'hui, conduisent à la servitude des uns et à la prédominance des autres.

La liberté sera effective, l'originalité sans danger. Personne n'aura plus à certains moments, comme il arrive aujourd'hui, des sentiments sordides.

Mais qui affronte le problème, en dehors des philanthropes qui le voient sous l'angle de la bienfaisance, laquelle sanctionne et réaffirme, dans l'acte même du don, l'infériorité sociale de celui qui reçoit ?

Nos problèmes

Dans les temps catastrophiques actuels, nous, anarchistes, ne nous limitons pas à l'œuvre négative de la critique pure. La critique est très facile, car na matière abonde.

Nous nous efforçons au contraire d'indiquer des solutions possibles pour chaque problème qui se présente, en montrant en même temps quels sont les groupements conservateurs ou réactionnaires à qui l'État, a enlevé la capacité d'examiner librement les faits qui s'opposent à leur réalisation. Et pour cela, nous nous. proposons surtout de ressusciter la volonté chez les hommes et les femmes et des libres initiatives avec lesquelles ils inscriraient leur œuvre dans les faits.

Nous voulons parvenir à ce que tous recommencent à réfléchir. Ainsi, ils s'apercevront qu'on obtient toujours et seulement en proportion de ce que l'on sait exiger et accomplir.

L'histoire des prisonniers et des militaires libérés l'enseigne. Si les hommes des partis et du gouvernement se sont intéressés à cette catégorie de citoyens qui n'ont aucun droit particulier vis-à-vis de tant d'autres qui ont souffert autant et souvent plus encore de la guerre, c'est parce qu'ils menacent et agissent. Les sinistrés, les chômeurs, les déportés, les innombrables faméliques qui serrent leur ceinture ou se prostituent, vendent et achètent au marché noir sont oubliés précisément parce qu'ils souffrent en silence, parce qu'ils prennent leur mal en patience.

Au lieu d'affronter le problème et de donner, aux dépens de la communauté, à manger à tous les chômeurs sans distinction, nos messieurs commettront probablement l'injustice d'enlever leurs places à des hommes (et à des femmes surtout) qui ne peuvent s'en passer, pour les donner aux turbulents militaires et prisonniers libérés.

Dans l'énorme tâche de reconstruction de la vie civile, les problèmes sont infinis. Mais quel que soit celui qui se présente, il est immédiatement possible d'y trouver une solution anarchiste, qui est d'ailleurs vraiment la seule et qui, au moins, a le mérite de n'être pas dilatoire.

Il serait, certes, utile d'exposer ici nos idées sur ces solutions, mais cet énoncé deviendrait excessivement long. Aussi nous n'indiquerons parmi eux que les principaux.

Premièrement : le désarmement.

Nous autres, anarchistes, passons souvent pour des gens violents, parce que lorsqu'on tente de nous en imposer par la force, nous répondons généralement du tac au tac. Mais nous pensons, au contraire, avec plus de résolution que quiconque et avec plus de sincérité qu'il est temps d'en finir avec l'usage organisé des armes. Nous le pensons avec beaucoup plus de force pour ce qui nous regarde tous, en tant que collectivité nationale. Car il est clair que des

dépenses militaires ont absorbé la majeure partie du travail de quatre générations, rendant impossible la construction de maisons, d'écoles, de routes, d'hôpitaux, de bibliothèques, de théâtres, de chemins de fer, sans lesquels nous n'aurons jamais une teneur moyenne de vie définissable.

Aujourd'hui, plus que jamais, les dépenses militaires apparaissent plus qu'inutiles, nuisibles même. Pourtant, personne n'a le courage d'en proposer ni d'en exiger à grands cris la suppression totale. A quoi servent maintenant l'armée, la marine, l'aviation ? D'abord, le fait de nous avoir engagés dans cette stupide guerre de la puce contre l'éléphant est une démonstration patente de l'incapacité professionnelle des grands chefs militaires. Mais quand bien même ils seraient des génies, à quoi peuvent-ils nous servir ? Toute somme enlevée à une tâche constructive est aujourd'hui un délit contre le peuple.

Cela suffit certainement, sans y ajouter — ce qui serait bien facile — le poids énorme de la barbarie et des atrocités que les militaires professionnels cultivent chez nos fils, le déchaînement d'instincts bestiaux et la perte de millions de vies et les destructions que la guerre porte en elle.

Un seul remède, définitif : au diable les généraux et les amiraux ! et proclamons la neutralité perpétuelle de notre pays. Cela, dans le pire des cas, ne nous exposera jamais aux dommages atroces auxquels nous a conduits le fait d'être armés.

*

Deuxièmement : réaliser la liberté de conscience.

On nous fait le reproche d'être anticléricaux, et nous le sommes. Parce que nous voyons le clergé s'autoriser de son autorité sur les esprits simplistes pour les diriger vers des fins politiques de conservation sociale, quand elles ne sont pas de nette réaction. Nous sommes même plus qu'anticléricaux, persuadés que toutes les religions révélées sont un obstacle à la marche éternelle des hommes vers de nouvelles et meilleures formes de vie.

Mais nous croyons à la liberté. Et nous ne préconisons pas la violence physique ni la violence légale contre les Eglises. Au contraire, c'est seulement à la liberté de religion, à la liberté effective que nous demandons de réduire l'influence sociale des Eglises dans les limites correspondantes à la volonté de ceux qui y participent.

Aujourd'hui, en Italie, avec tous les prêtres payés par l'État, il est trop facile à l'Église catholique d'établir, à travers ses évêchés et ses paroisses, un réseau ténu d'interventions qui lui permet de pénétrer dans les familles, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les communes, partout. Cette intervention silencieuse est une des plus grandes offenses que subit la liberté des Italiens.

Le peuple vit entouré matériellement des institutions de l'Eglise catholique ; il les trouve autour de lui en naissant, à son mariage et à sa mort. Et du moment qu'elles ne lui coûtent rien directement, et que les prêtres prennent attentivement soin d'empêcher toute renaissance

d'esprit critique, elles lui apparaissent comme une partie nécessaire et constitutive de la société, du même type que le gouvernement.

Il n'y a pas une participation libre et volontaire du peuple à l'institution et à la gestion des Eglises. Elles s'imposent grâce à la passivité du peuple, et c'est tout.

Nous demandons donc, pour protéger la liberté religieuse de chacun, qu'il ne soit plus accordé de subventions publiques à aucune Eglise particulière, qu'elle soit catholique, protestante, juive ou musulmane. Que chacune d'elles assure sa propre existence par les contributions directes de ses fidèles. En dénonçant le Concordat signé par Mussolini et de Pape, il sera ainsi fait un premier pas vers notre intégrale et effective liberté religieuse.

*

Troisièmement : supprimer la ségrégation sociale des femmes.

Tout le monde a dit : « Accordons le droit de vote aux femmes ». Il semble que par là on s'achemine — par quelque miraculeuse cause cachée — vers leur parité sociale avec l'homme. Mais, en réalité, si le cadre social actuel ne change pas, la femme restera toujours subordonnée à son mari et à ses fils, sujette du prêtre, esclave des habitudes et des préjugés. Voter sera pour elle une autre forme d'obéissance. Il n'en adviendra rien de bon ni pour le pays ni pour les femmes.

Il faudra bien autre chose. Et nous sommes les seuls, nous anarchistes, à avoir le courage d'en parler.

Avant tout, il faut libérer la femme de la tutelle du prêtre. Sans cela, rien n'est possible : là se trouve l'aspect particulièrement italien du problème. Le prêtre maintient l'esprit des femmes dans un état de débilité et d'assujettissement par l'idée superstitieuse d'un Dieu avec barbe et baguette, qui voit tout et pourvoit à tout — ce pourquoi il est inutile de nous occuper de chercher mieux — d'un bien-être individuel que nous trouverons après la mort, en vue de laquelle on doit accepter avec résignation les tristesses, les misères et les injustices de la vie présente.

La femme croit s'appuyer sur Dieu. En réalité, elle s'appuie sur le prêtre et se laisse guider par lui dans toutes ses actions, car la pratique du confessionnal donne l'habitude de l'obéissance indiscutée, sous la menace de l'enfer qui enlève la volonté d'agir. Le prêtre est l'ennemi le plus décidé de la liberté de la femme, parce qu'il est le plus intéressé à lui conserver sa mise à l'écart de la vie sociale. De fait, l'Eglise trouve dans la femme son majeur soutien. Et l'action de l'Eglise, dans tous les domaines, nous la trouvons toujours devant nous — comme un obstacle difficile à surmonter parce que son vrai siège se trouve dans l'inertie des femmes mêmes — chaque fois que l'on formule pour les femmes une proposition concrète de libération.

Dans ce cadre antiecclésitastique, il faut diffuser le contrôle des naissances, c'est-à-dire la volonté de la limitation consciente du nombre des enfants, surtout dans les réglons où à la

forte natalité répond une très forte mortalité infantile, où toutes les femmes, déjà flétries à trente ans par les maternités excessives, restent esclaves de la chaîne d'enfants qui naissent et meurent continuellement, sans que de leur sacrifice découle le moindre profit social.

Mais qui ose parler d'une libre propagande des moyens antiféconditatifs propres à renforcer la famille et non à la détruire, en opposant aux objections des catholiques les mille raisons qui nous apparaissent impératives ?

Enfin, il faut libérer la femme de la servitude du mariage, comme il est aujourd'hui établi et pratiqué.

Personne, peut-être, n'a de la famille un concept aussi élevé que les anarchistes, qui voient en elle le premier noyau social autour duquel toute la vie collective peut se construire en liberté. Mais il faut que dans la famille la femme devienne et reste égale à l'homme.

il est nécessaire que le mariage n'apparaisse pas à la femme seulement comme un moyen d'assurer son existence, mais comme le gai chemin de l'amour et de la maternité. Dans une famille digne de ce nom, la femme ne doit pas être obligée de dépendre du bon plaisir de l'homme qui, en assumant l'entretien, la maintient enchaînée.

Et il faut aussi que la femme et l'homme puissent faire et défaire leur union à volonté. Ainsi se cimente, en liberté, l'unité de la famille, qui doit être avant tout unité des cœurs. En fait, n'y a pas de famille là où la loi oblige à cohabiter deux êtres entre lesquels l'amour a disparu et qui soutiennent la vie conjugale en la faisant de mensonges et de duperies. L'union et la séparation doivent être entièrement libres. L'intervention sociale doit se réduire au simple enregistrement de l'état civil, sans autre formalité.

Voilà ce que nous pensons. Mais, même sans arriver jusque là, qui ose proposer au moins, dans cette Italie dominée par la toute-puissante Eglise catholique, que l'on donne aux femmes une éducation professionnelle complète, laquelle est admise en fait pour tous les métiers, qu'à travail égal elles aient le même salaire que les hommes — de façon qu'elles puissent se trouver avant leur mariage en état d'indépendance économique — et que l'on rende possible pour tous le divorce, sans longs et coûteux procès ?

Quatrièmement : abolir la servitude du salariat.

Voilà la cause, évidente ou lointaine, de presque tous les maux de notre vie sociale et de l'attitude passive et souvent lâche d'une grande partie des travailleurs.

Leur subordination, leur obéissance au pouvoir aux mille tentacules, viennent de la peur de ne pas pouvoir — en perdant leur salaire — subvenir aux besoins élémentaires de la vie. La crainte de perdre la vie conduit à la perte de la liberté. Et pour anéantir cette crainte, il n'y a qu'un moyen : détacher la satisfaction des besoins élémentaires du salaire, c'est-à-dire du travail même.

Tant que les hommes et les femmes n'auront pas le minimum vital assuré par la communauté dans laquelle ils vivent, par le seul fait qu'ils existent — indépendamment de leur intelligence, de leur capacité de travail et de toute autre considération — on ne pourra jamais penser à mettre en route une société d'hommes libres.

Et, par contre, ainsi éliminée la peur physiologique du lendemain, le travail de tous, l'entière compétition qu'est la vie sociale, perdront les réminiscences animales qui, aujourd'hui, conduisent à la servitude des uns et à la prédominance des autres.

La liberté sera effective, l'originalité sans danger. Personne n'aura plus à certains moments, comme il arrive aujourd'hui, des sentiments sordides.

Mais qui affronte le problème, en dehors des philanthropes qui le voient sous l'angle de la bienfaisance, laquelle sanctionne et réaffirme, dans l'acte même du don, l'infériorité sociale de celui qui reçoit ?

Les méthodes d'action

Afin de promouvoir l'action sociale dans les directions que nous avons ainsi sommairement indiquées, nous, anarchistes, nous efforçons d'accomplir, chaque jour, dans tous les milieux, une œuvre éducative qui pénètre aussi profondément qu'il est possible.

L'anarchisme n'est pas l'utopique songe de « fins » imaginaires, nouvelles formes sociales selon les faciles schémas intellectuels des politiciens.

Au contraire, c'est essentiellement une méthode pour la vie quotidienne. C'est l'orientation de la vie quotidienne — dans le travail, dans la discussion, dans la pensée, dans l'amour, dans l'amitié, dans la lutte, dans toutes les multiples activités qui font la journée humaine — dans un sens résolument libertaire.

Nous sommes donc, par tempérament, surtout des éducateurs. Nous faisons confiance aux hommes et aux femmes qui constituent notre prochain, parce que nous avons confiance en nous-mêmes. Nous savons que nous ne sommes pas meilleurs que quiconque. Les lacunes et les défauts du voleur, de la prostituée, de l'autoritaire, comme les aptitudes du studieux, du combattant ou de l'ascète, nous les sentons sourdre tous également de motifs profonds qui sont vifs en chacun de nous. Nous voulons éduquer parce que nous avons en nous-mêmes l'expérience de la possibilité d'éduquer.

*

Mais nous ne dissimulons pas que ce n'est pas par cette voie qu'on pourra arriver à la véritable construction de la liberté. L'ambiance forme l'homme de même que l'homme forme l'ambiance. Pour que l'œuvre créatrice de l'homme puisse se développer il faut donc changer complètement les conditions présentes de la vie sociale. Et sur cette route s'érige, obstacle énorme, l'État, dans l'action duquel rien de décisif n'est possible sinon par voie de révolution.

C'est pour cela que nous sommes, radicalement, des révolutionnaires, même quand nous nous posons en éducateurs.

C'est pour cela que, tout en étant les ennemis les plus acharnés de la violence par laquelle s'affirment les autoritaires, les dominateurs, nous nous honorons de compter au nombre des

nôtres ceux qui osent, dans les heures de crise sociale, exprimer à eux seuls, les souffrances et les volontés des multitudes opprimées.

*

Tous ceux qui parlent d'émancipation prolétarienne, des droits des masses, des grandes injustices à supprimer, doivent nécessairement se placer, comme nous, sur le terrain des solutions révolutionnaires s'ils veulent vraiment que leur action aboutisse.

Celui qui ne se décide pas, celui qui pense encore à des réalisations possibles par l'action réformiste de l'État ou par la conquête intégrale de l'État, après les décisives expériences négatives que nous offrent — dans les deux conceptions — les vingt-cinq années passées, celui-là est, à notre avis, ou un illuminé qui n'ose pas regarder le fond de la réalité ou un ambitieux qui aspire au pouvoir.

Nous avons confiance seulement dans la volonté et dans l'action directe de ceux qui souffrent aujourd'hui de la servitude. Nous affirmons la valeur de l'éducation. Mais seulement en ce que, compagne de la lutte, elle conduit les hommes à vouloir et à agir, à conquérir leur liberté et non pas en espérant que, par les voies pacifiques de l'éducation et du consentement, on puisse détruire les privilèges sociaux, nés et maintenus des méthodes héritées de la barbarie.

Nous voyons qu'il est inévitable de recourir à la révolution, qui détruit toutes les formes sociales et en crée de nouvelles. Et nous sommes adversaires de tous les politiciens qui, par le jeu soporifique des élections, demandent au peuple des délégations de pouvoir, lui faisant croire que par cette renonciation à agir il pourra également construire, par effet de miracle, un nouvel ordre social.

Nous répétons avec Pisacane : *« La propagande de l'idée est une chimère, l'éducation du peuple est une absurdité. Le peuple ne sera pas libre quand il sera éduqué, mais il sera éduqué quand il sera libre. La seule œuvre que puisse accomplir un citoyen pour servir son pays est de coopérer à la révolution matérielle. Et l'éclair de la baïonnette de Milan fut une propagande plus efficace que mille volumes écrits par les doctrinaires, qui sont la vraie peste de notre pays. »*

Pour prendre congé

Cher lecteur, chère lectrice, nous espérons avoir suscité en toi des réflexions dégagées des schémas des pensées habituelles. Et pour conclure par le réconfort dans un grand esprit, évoquons ici Bakounine qui disait : *« Aucun individu ne peut reconnaître sa propre humanité, ni, par conséquent, la réaliser dans sa vie, sinon en la reconnaissant chez les autres et en coopérant à sa réalisation pour les autres. Aucun homme ne peut s'émanciper autrement qu'en émancipant avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tous, puisque je ne suis réellement libre, libre non seulement dans l'idée mais dans le fait, que lorsque ma liberté*

est dans le droit de tous les hommes, mes égaux. S'ils sont ignorants, misérables, esclaves, mon existence est déterminée par leur esclavage. Moi, illuminé et intelligent, je suis — le cas échéant — stupide par leur stupidité. Moi, courageux, je suis esclave par leur esclavage. Moi, riche, je tremble devant leur misère. Moi privilégié, je pâlis devant leur justice. »

Vérité profonde. On n'est jamais libre si l'on a pas autour de soi un monde d'hommes libres. Ceci est pour nous, anarchistes, la synthèse de toutes nos idées, de toutes nos volontés.

(Traduit de l'italien par Albert Ledrapier.)



Giovanna Berneri

La société sans État

***La société sans État* de Giovanna Berneri (Traduit de l'italien par Albert Ledrapier) a été publié dans la brochure n°3 de *Contre Courant - Cahiers mensuels d'études sociales* en janvier 1955.**